

Au nom du triple A!

La Chambre de commerce, très critique sur le programme de stabilité du gouvernement

C'est Carlo Thelen, le chef économiste de la Chambre de commerce, qui sonne la charge. En prenant l'opinion publique à témoin.

«Un manque d'ambition et de réalisme»: voilà comment Carlo Thelen qualifie le programme de stabilité et de croissance du Luxembourg pour la période 2013-2016, présenté le 24 avril dernier.

Plan dans lequel on trouve la trajectoire des finances publiques pour la période 2013-2016. Des trajectoires bâties sur des hypothèses qui sont loin de convaincre l'économiste.

Première hypothèse contestée: celle d'une croissance de 1% en 2013.

«Trop optimiste eu égard aux perspectives de croissance des principaux partenaires du Luxembourg et à l'environnement économique dans les premiers mois de l'année», assène Carlo Thelen.

«Et pour arriver à des taux de croissance de 2,2% en 2014, 1,7% en 2015 et 3,4% en 2016, on part du principe que la situation va progressivement s'améliorer dans la zone euro et qu'il n'y aura pas de nouvel épisode d'instabilité lié à la dette publique.

Mais comment en être sûr?»

Et l'économiste de relever, au passage, que dans les estimations de croissance sur lesquelles le gouvernement base ses projections budgétaires, on est passé depuis 2008 d'une sous-estimation chronique à une surévaluation pour le moins optimiste...

Ce trop-plein d'optimisme, Carlo Thelen le reconnaît également dans les prévisions d'évolution des déficits publics.

Pour lui, même si des améliorations conjoncturelles peuvent être entreprises, rien n'est fait pour mettre fin à la nature structurelle du sous-emploi. «Les dépenses publiques sont en roue libre et les recettes sont sous pression. Les déficits grandissent et aucun effort n'est fait.»

Et de rappeler que rien ne semble prévu afin de parvenir à limiter les effets négatifs potentiels du triple choc qui affectera l'économie en 2015 en l'occurrence l'entrée en vigueur de l'échange automatique d'informations, la perte de recettes de TVA au titre du commerce électronique ainsi que les mesures de hausses fiscales prévues. Même



Photo: Fabrizio Pizzolante

« Pour Carlo Thelen, le gouvernement manque d'ambition et de réalisme

constat d'inaction concernant les évolutions sur le marché de l'emploi.

Malgré l'évolution positive sur le marché du travail (croissance de l'emploi qui atteint 1,7% en 2013), le taux de chômage continuera d'augmenter et passerait de 6,1% en 2012 à 6,7% en 2013, soulignant, là aussi, la nature largement structurelle du sous-emploi résident.

Réformer pour stimuler

Et si le chômage, après un pic à 6,8% en 2014, devrait commencer à refluer à partir de 2015 et revenir à 6,5% en 2016, ce niveau reste beaucoup trop haut pour le chef économiste de la Chambre de commerce.

Bref, le Luxembourg est vulnérable et son triple A est menacé pour cause d'immobilisme. «La stratégie actuelle est fautive. Elle combine un manque de réalisme et un opti-

misme béat.» Il faut donc réformer. «Pas pour le plaisir de réformer mais pour stimuler l'économie et atteindre les objectifs du plan national de réforme.»

Le plan de réforme de la Chambre de commerce, on le connaît: revenir à une situation budgétaire saine, accélérer la mise en œuvre de mesures visant à freiner les dépenses liées à l'âge et repenser le système de négociation et d'indexation des salaires.

Tout comme on connaît ses difficultés d'application. Fausses difficultés pour Carlo Thelen, pour qui «les citoyens et la société civile sont conscients de la nécessité de changer de cap, aux gouvernants de prendre leurs responsabilités!».

Et l'économiste d'enfoncer le clou: «L'élection législative de 2014 est-elle une raison suffisante pour remettre à plus tard la présentation d'un plan d'assainissement bud-

gétaire crédible et ambitieux afin d'atteindre l'objectif budgétaire et stabiliser la dette dès 2015?»

Puisque toutes choses égales par ailleurs, 2016 serait la huitième année où les dépenses des administrations publiques seront supérieures aux recettes, ne faudrait-il pas instaurer une règle contraignante sur l'évolution des dépenses publiques dans le cadre de la réforme budgétaire à venir?

La croissance potentielle ayant été divisée par deux avec la crise, quelles mesures seront engagées pour la relever et pour sauvegarder le modèle luxembourgeois qui nécessite une politique de l'offre dynamique et une attractivité élevée?».

Autant d'interrogations programmatiques qui devraient nourrir le débat politique de ces prochains mois.

MARC FASSONE